

Conseil de Communauté

du 12 Avril 2018



PROCES VERBAL DE REUNION

N°	Intitulé	Page
1	Finances – Budget primitif 2018 – budget principal – Résultats 2017 – Reprise par anticipation	4
2	Finances – Fiscalité directe locale – Adoption des taux 2018	4
3	Finances – Budget primitif 2018 – budget principal – Approbation	6
4	Finances – Budget primitif 2018 – Budget annexe prestations de services – Résultats 2017 – Reprise par anticipation	9
5	Finances – Budget primitif 2018 – Budget annexe prestations de services – Approbation	10
6	Finances – Budget annexe déchets ménagers – Résultats 2017 – Reprise par anticipation	10
7	Finances – Budget primitif 2018 – budget annexe déchets ménagers – Approbation	11
8	Finances – Budget primitif 2018 – Budget annexe SPANC – Résultats 2017 – Reprise par anticipation	13
9	Finances – Budget primitif 2018 – Budget annexe SPANC – Approbation	14
10	Finances – Budget primitif 2018 – Budget annexe Leader – Résultats 2017 – Reprise par anticipation	15
11	Finances – Budget primitif 2018 – Budget annexe Leader – Approbation	15
12	Finances – Budget primitif 2018 – Budgets annexes de zones – Résultats 2017 – Reprise par anticipation	16
13	Finances – Budget primitif 2018 – Budget annexes de zones – Approbation	20
14	Finances – Exercice 2018 – Subvention de fonctionnement à l'association de jeunes de St Julien du Terroux	25
15	Finances - Budget primitif 2018 – Subvention de fonctionnement allouée à l'association LE KIOSQUE	25
16	Finances - Budget primitif 2018 – Subvention de fonctionnement allouée à Tribu Familia	25
17	Finances - Budget primitif 2018 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations culturelles	26
18	Finances - Budget primitif 2018 – Subvention de fonctionnement allouée à l'office de tourisme Vallée de Haute Mayenne	27
19	Finances - Budget primitif 2018 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations touristiques	2
20	Finances - Budget primitif 2018 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations économiques	28
21	Finances - Budget primitif 2018 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations enfance jeunesse	28

22	Finances - Budget primitif 2018 – Subventions de fonctionnement allouée à l'amical des employés communaux et communautaires	29
23	Finances - Budget primitif 2018 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations dans les domaines de la santé et du social	29
24	Finances - Budget primitif 2018 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations dans le domaine de l'environnement	29
25	Finances – Budget primitif 2018 – Subvention de fonctionnement allouée à Atmosphère 53	30
26	Finances – SCOT PLUI – Autorisation de programme et crédits de paiement – Modification	31
27	Finances – Centre Aquatique – Autorisation de programme et crédits de paiement – Modification	32
28	Finances – Budget principal – Budgets annexes des déchets ménagers et du SPANC – Exercice 2018 – Admission en non-valeur de divers produits intercommunaux	34
29	Ressources humaines – Création de postes pour accroissement d'activité et besoins saisonniers et autorisation de recrutement d'agents contractuels suite au remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels	34
30	Ressources humaines – DRHM –Maison de service au public – création de poste d'un adjoint d'animation principal de 1er classe – suppression d'un poste d'adjoint administratif territorial	36
31	Marchés publics – Adhésion au Groupement de commandes d'achat d'énergie de Territoire d'Energie Mayenne – Autorisation de signature de la Convention de groupement	36
32	Développement Culturel - Grille Tarifaire conservatoire 2018-2019	37
33	Développement Culturel - Avenant convention Croq' 2018	42

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 12 avril 2018 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés :	50
Contre :	0
Pour :	50
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille dix-huit, le six avril, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

✓ en qualité de titulaires :

M. ANGOT, *Président*, M. SOUTIF, *1^{er} Vice-Président*, M. TRANCHEVENT, *2^{ème} Vice-Président*, M. MOLL, *3^{ème} Vice-Président*, Mme MORIN, *4^{ème} Vice-Présidente*, M. LE SCORNET, *5^{ème} Vice-Président*, M. VALPREMIT, *6^{ème} Vice-Président*, M. RAILLARD, *7^{ème} Vice-Président*, M. BOISSEAU, *8^{ème} Vice-Président*, M. BOURGUIN, *9^{ème} Vice-Président*, M. BORDELET, *10^{ème} Vice-Président*, M. COISNON, *11^{ème} Vice-Président*, MM. FORET, CHOUZY, SABRAN (part après le point N°10), JEUSSE, SONNET, Mme BELLON, MM. GARNIER, Mme GONTIER, M. JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. BRODIN, TRANSON, COULON, PECCATTE, DOYEN (arrive au point N°2), Mmes MONSIMIER, SOULARD, BODINIER, LANCIEN, M. LESAIN, Mme COUTURIER, M. PAILLASSE, Mmes PELE, BAR (arrive au point N°2, s'absente aux points N°9 et 11), MM. REBOURS, ORDRONNEAU, Mme CREUSIER, M. FAUCON, Mme GENEST.

✓ en remplacement du titulaire absent :

Mme FOUBERT est remplacée par M. MONTAUFRAY
M. BOITTIN est remplacé par M. FRETARD
M. NEVEU est remplacé par M. RENARD
M. DELAHAYE est remplacé par Mme BEAUDOUIN

M. GUIHERY donne pouvoir à Mme GONTIER
M. THELIER donne pouvoir à Mme SOULARD
M. LANDEMAINE donne pouvoir à M. BOURGUIN
Mme LODE donne pouvoir à M. ORDRONNEAU
M. LAVANDIER donne pouvoir à Mme BELLON
Mme OLIVIER donne pouvoir à Mme CREUSIER
Mme BEUNEUX donne pouvoir à Mme LANCIEN

Excusés :

MM. HEURTEBIZE, POIRRIER, BEAUJARD, MORIN, RIOULT, Mme ADAM.

M. SONNET a été désigné secrétaire de séance.

Mayenne Communauté
Séance du 12 Avril 2018

1 - Finances – Budget primitif 2018 – budget principal – Résultats 2017 – Reprise par anticipation*Reçu à la Sous-Préfecture le 16 avril 2018***M. SOUTIF expose :**

Il est exposé que l'instruction comptable M14 prévoit que les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation, qui a lieu lors du vote du compte administratif.

Cependant l'article L2311-5 du CGCT permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur.

BUDGET GÉNÉRAL	
RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	5 107 694,84 €
Recettes de l'année	23 092 640,08 €
Dépenses de l'année	- 20 487 202,41 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	7 713 132,51 €

RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	1 704 532,57 €
Recettes de l'année	9 833 203,98 €
Dépenses de l'année	- 9 368 674,47 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	2 169 062,08 €

Restes à réaliser dépenses	5 134 485,85 €
Restes à réaliser recettes	3 474 929,83 €
EXCEDENT DE FINANCEMENT :	509 506,06 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- affecte au budget général la somme de 7 713 132,51 € au c/002 Excédent de fonctionnement reporté
- et reprend la somme de 2 169 062,08 € au c/001 solde d'exécution excédentaire de la section d'investissement reporté du budget général.

2 - Finances – Fiscalité directe locale – Adoption des taux 2018*Reçu à la Sous-Préfecture le 16 avril 2018***M. SOUTIF expose :**

Conformément à l'article 1636 B sexies du Code général des impôts, le conseil communautaire vote chaque année les taux des taxes foncières, de taxe d'habitation et de cotisation foncière des entreprises qui sont ensuite appliqués aux bases fiscales afin d'obtenir le produit de la fiscalité locale.

Les bases fiscales de 2018 de Mayenne Communauté ont été notifiées le 26 mars dernier.

L'évolution entre les bases définitives de 2017 et les bases prévisionnelles de 2018 s'établit comme ci-après :

	Bases effectives 2017	Bases prévisionnelles 2018	Evolution
TH	37 537 125	38 268 000	1,95%
TFB	34 990 206	35 545 000	1,59%
TFNB	3 860 449	3 907 000	1,21%
CFE	15 273 322	15 909 000	4,16%

(*) Chaque année, la Loi de finances détermine une revalorisation nationale des bases fiscales. Pour 2018, le coefficient de revalorisation de bases retenu est de 1,0124 (soit une hausse de 1,24%). La part restante de la variation estimée correspond à l'évolution physique des propriétés : constructions nouvelles, démolitions, modifications des locaux.

Le budget primitif est élaboré sur la base d'un maintien des taux des quatre taxes. Ainsi, le produit fiscal 2018 ressort à **9 043 120 €**.

	Bases prévisionnelles 2018	Taux 2018	Produits 2018
Taxe Habitation	38 268 000	12,11%	4 634 255
Taxe Foncier Bâti	35 545 000	0,63%	223 934
Taxe Foncière Non Bâti	3 907 000	4,30%	168 001
Cotisation Foncière des Entreprises	15 909 000	25,25%	4 016 930
TOTAL			9 043 120

Concernant le taux de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), il convient de rappeler que le territoire de Mayenne Communauté est réparti en 3 zones fiscales compte tenu de l'intégration de la Commune de Saint-Georges-Buttavent en 2014 et de la fusion en 2016.

Etant donné la décision du conseil communautaire en avril 2016 de lisser le taux de CFE sur 4 ans, les taux réellement appliqués aux redevables dans les 3 zones fiscales pour un taux voté à 25,25% sont les suivants en 2018 :

- Zone Communes ex CCPM sauf Saint-Georges-Buttavent : taux de 25,33%
- Zone Commune de Saint-Georges-Buttavent : taux de 24,55%
- Zone Communes ex CCHL : taux de 24,89%

En 2019, le taux de CFE voté par le conseil de communauté s'appliquera donc pour la première fois sur l'ensemble du territoire de Mayenne Communauté.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, fixe les taux 2018 à leurs niveaux de 2017 :

- **Taxe Habitation: 12,11%**
- **Taxe Foncière Bâti: 0,630%**

Mayenne Communauté
Séance du 12 Avril 2018

- Taxe Foncière Non Bâti: 4,30%
- Cotisation Foncière des Entreprises: 25,25%.

3 - Finances – Budget primitif 2018 – budget principal – Approbation

Reçu à la Sous-Préfecture le 16 avril 2018

M. SOUTIF expose :

Le budget primitif principal 2018 de Mayenne Communauté, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, est équilibré après reprise anticipée des résultats 2017 comme suit :

	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		39 130 726,00 €	39 130 726,00 €
RÉSULTAT 2017	7 713 132,51 €		39 130 726,00 €
RECETTES		31 417 593,49 €	
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES	5 134 485,85 €	12 858 396,15 €	17 992 882,00 €
RÉSULTAT 2017	2 169 062,08 €	12 348 890,09€	17 992 882,00 €
RECETTES	3 474 929,83 €		

La présentation de ce budget fait suite au débat d'orientations budgétaires qui s'est régulièrement tenu lors de la séance du conseil communautaire du 29 mars et au rapport d'orientation budgétaire associé conformément à la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (article 107).

Le contenu du budget vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

M. SOUTIF : le mot vigilance, c'est vigilance-prudence et ce n'est pas vigilance-danger. Vous allez voir qu'on est obligé de faire attention à l'épargne. On a des bons fondamentaux mais si on veut garder une certaine sérénité et une marge de sécurité, le fonctionnement est une section à suivre de près.

Un projet de territoire à revisiter, c'est suite à ce qui a été fait les années passées. Il y a des investissements très structurants qui contribuent à l'attractivité de Mayenne Communauté qui ont été faits et on est à la clôture de ces projets. Et en même temps, on a une vraie ambition économique, du marketing territorial maintenant qu'on a un territoire qui a pu réhabiliter un certain nombre d'équipements, on peut être plus offensif sur le côté économique. C'est pour ça que sur les zones, se profilent dans le budget aussi, pas mal de réserves pour être en capacité de répondre à toutes les demandes. La mise en place du pacte solidarité ne transparait pas beaucoup car la grosse partie, elle est hors budget car on va demander au Conseil Départemental de verser une subvention de 900 000 € en direction des communes qu'on ne retrouve pas dans notre budget donc on l'a plus en creux. Mais on a reversement de fiscalité qui est déjà intégré.

Pour la CVAE, d'ici 2020, on est resté sur une ligne de 2,3 Millions.

La TASCOM, la ligne normale c'est autour de 580 000 €. On a perçu 780 000 € en 2017 parce que les sociétés qui ont plus de 2 500 m² de surface de vente payent un acompte de 50 %. C'était nouveau en 2017, ça

fait une recette en plus. Ce qui a fait une recette en plus, et en 2018, ils payeront 50% de 2019, et après les 50 % qu'ils n'ont pas payés donc on reviendra à 580 000 €, de façon régulière.

Dotation de compensation : en baisse : 10 % tous les 4 ans. A une époque, on était à 2,5 Millions, il y a une érosion.

Les produits de la piscine : 255 000 € attendus : entrées centre aquatique. Très très positif. On faisait le point vendredi avec M. le Président et le vice-Président : 23 000-24 000 entrées.

M. le Président : 23 000 contre 30 000 dans l'année. Enfin en recette, il y a les abonnements donc ça va se s'atténuer.

M. SOUTIF : oui, il y a des abonnements. Mais c'est révélateur que c'était un équipement qui est utilisé et qui était attendu.

M. le Président : Si on fait un recensement des utilisateurs, je me réjouis que le territoire en profite largement et c'est bien.

M. SOUTIF : le remboursement des communes, c'est surtout le remboursement des salaires de la Ville de Mayenne. Sachant qu'on n'aura pas une année pleine car on a un fonctionnement sur une 40aine de jour sur la piscine Robert buron, le personnel était payé Mayenne Communauté, la Ville remboursait donc il y a des remboursements jusqu'au transfert au 9 février.

Sur les recettes se sont vraiment les éléments nouveaux qui font augmenter les recettes. Sinon on est quasiment à budget constant.

Mme BEAUDOUIN : Je m'abstiendrais sur ce budget, vous savez pourquoi M. le Président. C'est concernant le rond-point du Berry, la RD508 qui n'est pas

M. le Président : C'est tout de même peu de chose.

Mme BEAUDOUIN : je le reconnais mais l'année dernière nous avons fait pareil.

M. BRODIN : c'est peu en montant donc l'intérêt de le prendre en considération.

M. le Président : le département peut le prendre.

M. BRODIN : le département il fait de gros efforts.

M. le Président : on ne va pas recommencer M. BRODIN. On a déjà eu un débat. On ne va pas recommencer ce soir. Si le département il veut financer, il paye. On ne va pas recommencer à chaque fois, c'est très facile. La plupart du temps, vous ne votez même pas ce genre de délib. Vous êtes toujours contre ou vous vous abstenez parce que vous êtes prudent. Prenez vos responsabilités et avec le département payez. On ne va pas recommencer à chaque fois. On a défini une stratégie, on va y réfléchir. On a promis et on va réfléchir. Le département est bien plus riche que nous. Il le prend et puis ça sera régler. C'est un chemin départemental, vous le prenez en charge et c'est tout.

M. BRODIN : c'était votre engagement, c'était celui de la communauté.

M. le Président : arrêtez.

M. BRODIN : mais si, c'était comme ça.

M. le Président : Madame, je vous réponds calmement. Vous le savez bien, on en a débattu. On va regarder le problème, avec mes collègues Vice-présidents, on en a discuté, on va regarder les stratégies économiques sur Martigné de manière générale, c'était ce qui était convenu et on regardera en même temps le 508, je vous le promets. Mais on ne va pas faire à chaque fois un problème polémique et politique que vous prenez à chaque fois M. BRODIN car c'est trop facile. A chaque fois c'est pareil.

M. TRANCHEVENT : Je peux abonder sur l'idée que toutes ces questions qui sont complexes, on doit les voir dans leur globalité sur Martigné. C'est-à-dire qu'on a, avec le PLUi et le PLH de Martigné, de vraies questions. Donc j'ai proposé et on est en train d'organiser la réunion mais caler les agendas c'est quand même un grand sport aussi, pour que le département, les services de l'Etat, Mayenne Communauté, la Mairie de Martigné et un certain nombre d'acteurs qui sont en attente d'un certain nombre de questions, qui ne sont pas toutes les mêmes, il n'y a pas que des agriculteurs. Il y a aussi un certain nombre de questions qui sont posées, qu'on mette ça autour de la table. Ça c'est le projet. Il sera fait, la réunion est en train de se faire et je souhaite vraiment que si on amène des réponses pour la D508, qu'on les voit dans une globalité et non pas simplement sur un aspect du fonctionnement car on va regarder l'ensemble d'une zone. Je rappelle qu'on a défini, dans notre projet de territoire, Mayenne comme le pôle principal et Lassay et Martigné comme des pôles secondaires de 1^{ère} importance donc on ne va pas mettre la poussière sous le tapis, ce n'est pas vrai. Mais par contre, ce n'est pas dans la temporalité que vous souhaitez ou que vous voudriez qu'on le fasse.

M. BRODIN : donc ça avance.

M. SOUTIF : il y a un 2^{ème} point que je voulais voir. Suite aux interventions de la dernière fois, on y a réfléchi aussi. Mais on n'est pas sur une compétence économique : autant quand on crée un rond-point car on a créé une zone, ça fait partie de la conséquence. Là on est sur une voie de circulation. Il y a aussi le fait de créer des précédents. On n'a pas de compétences voiries en tant que tel donc il faut trouver le lien car sinon on peut se refaire retoquer au contrôle de légalité.

M. le Président : je ne voudrais pas que le débat et la qualité de notre budget se résument au D508. On est quand même dans un niveau supérieur même si le sujet est important, je ne l'ai pas nié et je ne le nie pas mais on ne va pas ramener à ça à chaque fois. Le budget me paraît tout à fait exemplaire. Je suis avec mes collègues et vous tous, vous pouvez être fiers de ce qu'on fait car on a des investissements de qualité, des situations économiques pratiquement remarquables. Je suis désolé mais il y a beaucoup de départements, de communautés de communes qui nous envient la situation, pas le département mais le département va bien aussi.

M. BRODIN : Merci de le signaler. C'est pour ça qu'il fait des efforts vers les communes et les communautés de communes. Et également quand il a des aides de la région, il les attribue pour le département de Mayenne. Mais le département va bien, merci.

M. le Président : c'est bien pour ça qu'il peut financer le D508.

M. BRODIN : tout comme la communauté de communes. Ce sont ses engagements à la communauté de communes. On en reste là.

M. le Président : Allez, on ne va pas recommencer. Vous avez noté surtout les évolutions de charges de fonctionnement, ce sont les points clé, et vous le savez quand on analyse un budget, on voit bien les évolutions des charges de fonctionnement. Dans vos propres budgets, c'est le point clé. Surtout vous avez pu remarquer, tu peux bien insister s'il te plaît, c'est le gros paquet de réserves qu'on a mis sur les zones d'activité et l'économie qui représente une somme très importante.

M. SOUTIF : ça a toujours été dit aussi. On a besoin de zones, on le retrouve dans le SCOT, le PLUi aussi. Il y a aussi derrière le marketing territorial une vraie politique offensive pour faire du développement et on a les moyens de le faire.

Après présentation du rapport et du document de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes, le Conseil de Communauté, à la majorité (Mme BEAUDOUIN et M. BRODIN s'étant abstenus), adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2018, le budget principal tel qu'il est présenté.

M. le Président : je l'aurais parié, M. BRODIN. Demain, je me permets de vous le dire, je ne vais pas vous attribuer ce qu'il y a de biens dans le territoire car à chaque fois que c'est bien, vous ne votez jamais, vous êtes toujours contre. Vous n'êtes pas fière de ce que vous faites sur le territoire M. BRODIN ?

M. BRODIN : si, c'est pour cela que je suis là.

M. le Président : vous ne votez pas. Vous n'êtes jamais d'accord, c'est facile. Demain, je vais avoir une assemblée, ils vont rester « Ho bah moi, je ne me mouille pas ». C'est approuvé moins 2 voies. 2 Abstentions pardon, je fais la nuance.

4 - Finances – Budget primitif 2018 – Budget annexe prestations de services – Résultats 2017 – Reprise par anticipation

Reçu à la Sous-Préfecture le 16 avril 2018

M. SOUTIF expose :

Il est exposé que l'instruction comptable M14 prévoit que les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation, qui a lieu lors du vote du compte administratif.

Cependant l'article L2311-5 du CGCT permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur.

BUDGET PRESTATIONS DE SERVICES	
RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	75 927,82 €
Recettes de l'année	672 138,44 €
Dépenses de l'année	- 747 544,29 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	521,97 €

RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	- 40 911,83 €
Recettes de l'année	412 029,83 €
Dépenses de l'année	- 125 990,91 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	245 127,09 €

Restes à réaliser dépenses	55 000 €
EXCEDENT DE FINANCEMENT :	190 127,09 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

Mayenne Communauté
Séance du 12 Avril 2018

- affecte au budget Prestations de Services la somme de 521,97€ au c/002 Excédent de fonctionnement reporté
- et reprend la somme de 245 127,09 € au c/001 solde d'exécution excédentaire de la section d'investissement reporté du budget prestations de services.

5 - Finances – Budget primitif 2018 – Budget annexe prestations de services – Approbation

Reçu à la Sous-Préfecture le 16 avril 2018

M. SOUTIF expose :

Le budget PRESTATIONS DE SERVICES 2018 de Mayenne Communauté, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, est équilibré après reprise anticipée des résultats 2017 comme suit :

	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		540 590,00 €	540 590,00 €
RÉSULTAT 2017	521,97 €		540 590,00 €
RECETTES		540 068,03 €	
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES	55 000,00 €	279 987,00€	334 987,00 €
RÉSULTAT 2017	245 127,09 €		334 987,00 €
RECETTES	0,00€	89 859,91€	

La présentation de ce budget fait suite au débat d'orientations budgétaires qui s'est régulièrement tenu lors de la séance du conseil communautaire du 29 mars et au rapport d'orientation budgétaire associé conformément à la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (article 107).

Le contenu du budget vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

Après présentation du rapport et du document de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2018, le budget annexe prestations de services tel qu'il est présenté.

6 - Finances – Budget annexe déchets ménagers – Résultats 2017 – Reprise par anticipation

Reçu à la Sous-Préfecture le 16 avril 2018

Mme MORIN expose :

Il est exposé que l'instruction comptable M4 prévoit que les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation, qui a lieu lors du vote du compte administratif.

Cependant l'article L2311-5 du CGCT permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur.

BUDGET DECHETS MENAGERS	
RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	659 833,88 €
Recettes de l'année	3 833 571,33 €
Dépenses de l'année	- 3 479 621,30 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	1 013 783,91 €

RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	499 391,62 €
Recettes de l'année	704 143,43 €
Dépenses de l'année	- 903 199,38 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	300 335,67 €

Restes à réaliser dépenses	426 378,60 €
Restes à réaliser recettes	278 415,71 €
EXCEDENT DE FINANCEMENT :	152 372,78 €

Mme MORIN : 278 415,71 € : ce sont les subventions sur la déchetterie de Lassay et pour l'installation de la RI.

M. le Président : merci Nicole. Mes remerciements à la commission et à ceux qui s'investissent dans le service. On a toujours des difficultés, des dépôts sauvages. On s'est rencontré, il y a quelques jours, on va être amené à faire propositions en ce qui concerne la surveillance de près d'un certain nombre de secteurs qui nous pourrissent la vie. Et il faudra des moyens radicaux pour sanctionner et punir ceux qui ne se comportent pas bien.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- affecte au budget déchets ménagers la somme de 1 013 783,91€ au c/002 Excédent de fonctionnement reporté
- et reprend la somme de 300 335,67 € au c/001 solde d'exécution excédentaire de la section d'investissement reporté du budget déchets ménagers.

7 - Finances – Budget primitif 2018 – budget annexe déchets ménagers – Approbation

Reçu à la Sous-Préfecture le 16 avril 2018

Mme MORIN expose :

Le budget DECHETS MENAGERS 2018 de Mayenne Communauté, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, est équilibré après reprise anticipée des résultats 2017 comme suit :

	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		4 659 985,00€	4 659 985,00 €
RÉSULTAT 2017	1 013 783,91 €		4 659 985,00 €
RECETTES		3 646 201,09€	
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES	426 378,60 €	1 586 966,40€	2 013 345,00 €
RÉSULTAT 2017	300 335,67 €		2 013 345,00 €
RECETTES	278 415,71€	1 434 593,62€	

La présentation de ce budget fait suite, au débat d'orientations budgétaires qui s'est régulièrement tenu lors de la séance du conseil communautaire du 29 mars et au rapport d'orientation budgétaire associé conformément à la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (article 107).

Le contenu du budget vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

Mme MORIN :

dépenses de fonctionnement : les charges financières c'est des intérêts d'un emprunt de l'ex-CCHL. On est à la moitié. Il reste la moitié de la durée à rembourser. On est en train de voir si on peut le rénégocier car c'est un prêt avec un taux très élevé 4,25 %. On est en train de voir ce qu'on peut faire mais on est bloqué pour le remboursement anticipé. On ne peut pas, le remboursement anticipé, la pénalité est aussi chère que les intérêts des années qu'il reste. Il y a juste 1000 € de différence. On va voir pour le rénégocier éventuellement parce que ça fait quand même cher.

Le programme d'investissement : les travaux de mise aux normes de la déchetterie de Parigné : 316 000 € qui étaient un peu subordonnés à l'obtention de la DETR. Pour 2018, il semblerait qu'on en ait, qu'on ait les 90 000 € espérés. Le temps qu'on n'a pas le courrier officiel, on croise les doigts mais en principe, ça devrait être bon donc les travaux, on les fera.

On va équiper tous les camions de GPS sur lesquels seront enregistrées les tournées pour les chauffeurs, ce qui leur simplifiera la vie.

La protection de pluie pour les agents qui travaillent sur la réparation des CSE. Pour l'instant, ils n'ont pas de local donc on va leur faire à la déchetterie de Parigné un endroit où ils seront à l'abri.

On n'a pas d'acquisition de camion cette année mais on en aura l'année prochaine.

Simplement, juste une petite remarque, c'est un budget qui est bien pour l'instant mais qui appelle quand même à la vigilance. Parce que voilà, on a une petite marge de manœuvre mais elle n'est pas forcément très grande et on sait qu'on a quand même encore beaucoup d'investissements à faire. On a un renouvellement de camions à faire régulièrement. Cette année, on n'en a pas. On en aura l'année prochaine et peut-être dans 2 ans un autre. Et on a surtout ces mises aux normes des déchetteries à faire et on ne coupera pas à une nouvelle déchetterie si on veut répondre au diagnostic qui avait été fait et quand on voit les apports des usagers en déchetterie qui augmentent continuellement et c'est très bien.

M. le Président : ça prouve les efforts que font les usagers.

Mme MORIN : et c'est très bien. Il faut aussi qu'on puisse collecter sur plusieurs sites vraiment tous les produits qui sont recyclables, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle. A l'heure actuelle, il n'y a que Parigné. Il y va y avoir la déchetterie, les travaux seront finis, où on va pouvoir mettre des collecteurs pour des produits qui ne sont pas forcément en grosse quantité mais qu'il faut pouvoir collecter, sur les autres petites déchetteries, on n'a pas la possibilité de faire ça. D'où la nécessité d'une nouvelle déchetterie sur l'autre côté de Mayenne à l'avenir. C'est pour ça qu'il faut être prudent.

M. le Président : vous avez émis des réserves tout à l'heure sur les subventions. J'avais adressé un e-mail. J'espérais ce soir avoir les éléments sur les DETR parce que de semaine en semaine, je vous dis que je vais les avoir. J'en ai eu une partie : les 90 000 € pour la rénovation de la déchetterie de Parigné sont acquis.

Mme MORIN : chic alors.

M. le Président : Mme Thalabard-Guyot me disait aussi, et c'est important chers collègues, en complément on aura aussi un complément de 171 555 € au titre du contrat de ruralité. Vous vous rappelez qu'on avait râlé, on va l'avoir. Et pour les autres communes qui me sollicitaient pour savoir où ils en étaient, j'espérais et elle m'a écrit à 15h26 « *compte tenu des ultimes arbitrages en cours pour lesquels je n'ai pas encore de retour, je ne suis pas en mesure de vous communiquer les montants des dotations DETR attribués à chacune des communes de votre communauté de communes.* Il n'y a toutefois pas d'inquiétude à avoir, d'une façon ou d'une autre, les projets transmis devraient recevoir un soutien financier. » Ça, je n'en doutais pas, mais c'était à quelle hauteur. Dès que je les ai. Avec mon collègue Maurice, on a fait du lobbying comme vous le faites tous chacun quand vous avez la possibilité de défendre votre territoire. Dès que je les ai, je vous les transmettrai. Mais vous noterez quand même le financement qui n'était pas acquis en ce qui concerne le contrat de ruralité. Merci Madame.

Après présentation du rapport et du document de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2018, le budget annexe déchets ménagers tel qu'il est présenté.

8 - Finances – Budget primitif 2018 – Budget annexe SPANC – Résultats 2017 – Reprise par anticipation

Reçu à la Sous-Préfecture le 16 avril 2018

M. BOURGUIN expose :

Il est exposé que l'instruction comptable M4 prévoit que les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation, qui a lieu lors du vote du compte administratif.

Cependant l'article L2311-5 du CGCT permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur.

BUDGET SPANC	
RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	47 283,50 €
Recettes de l'année	67 649,50 €
Dépenses de l'année	- 94 759,17 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	20 173,83 €

RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	7 390,74 €
Recettes de l'année	1 118,00 €
Dépenses de l'année	- 1 165,31 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	7 343,43 €

Restes à réaliser dépenses	13 596,95 €
Restes à réaliser recettes	8 656,82 €
EXCEDENT DE FINANCEMENT :	2 403,30 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- affecte au budget SPANC la somme de 20 173,83 € au c/002 Excédent de fonctionnement reporté
- et reprend la somme de 2 403,30 € au c/001 solde d'exécution excédentaire de la section d'investissement reporté du budget SPANC.

9 - Finances – Budget primitif 2018 – Budget annexe SPANC – Approbation

Reçu à la Sous-Préfecture le 16 avril 2018

M. BOURGUIN expose :

Le budget SPANC 2018 de Mayenne Communauté, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, est équilibré après reprise anticipée des résultats 2017 comme suit :

	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		115 133,00€	115 133,00 €
RÉSULTAT 2017	20 173,83 €		115 133,00 €
RECETTES		94 959,17€	
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES	13 596,95 €	7 035,05 €	20 632,00 €
RÉSULTAT 2017	7 343,43 €		20 632,00 €
RECETTES	8 656,82 €	4 631,75 €	

La présentation de ce budget fait suite au débat d'orientations budgétaires qui s'est régulièrement tenu lors de la séance du conseil communautaire du 29 mars et au rapport d'orientation budgétaire associé conformément à la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (article 107).

Le contenu du budget vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

Après présentation du rapport et du document de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2018, le budget annexe SPANC tel qu'il est présenté.

Mayenne Communauté
Séance du 12 Avril 2018

10 - Finances – Budget primitif 2018 – Budget annexe Leader – Résultats 2017 – Reprise par anticipation*Reçu à la Sous-Préfecture le 16 avril 2018***M. SOUTIF expose :**

Il est exposé que l'instruction comptable M14 prévoit que les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation, qui a lieu lors du vote du compte administratif.

Cependant l'article L2311-5 du CGCT permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur.

BUDGET LEADER	
RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	0 €
Recettes de l'année	70 497,75 €
Dépenses de l'année	- 70 442,75 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	55,00 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, affecte au budget LEADER la somme de 55,00 € au c/002 Excédent de Fonctionnement reporté.

11 - Finances – Budget primitif 2018 – Budget annexe Leader – Approbation*Reçu à la Sous-Préfecture le 16 avril 2018***M. SOUTIF expose :**

Le budget LEADER 2018 de Mayenne Communauté, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, est équilibré après reprise anticipée des résultats 2017 comme suit :

	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		121 655,00€	121 655,00 €
RÉSULTAT 2017	55,00 €		121 655,00 €
RECETTES		121 600,00€	

La présentation de ce budget fait suite au débat d'orientations budgétaires qui s'est régulièrement tenu lors de la séance du conseil communautaire du 29 mars et au rapport d'orientation budgétaire associé conformément à la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (article 107).

Le contenu du budget vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

M. SOUTIF : donc vous voyez bien, on s'auto-subventionne puisque c'est le principe. Sur le fonctionnement leader on peut aller chercher 80 % de subvention du programme.

Sachant que le fonctionnement du comité de programmation, comme il y a une enveloppe de 2 647 000 € de subvention sur l'ensemble du programme, vis-à-vis de la stratégie qui avait été retenue dans la candidature, c'est de distribuer ces fonds européens là mais en même temps, il y a aussi des actions

Mayenne Communauté
Séance du 12 Avril 2018

précises : participation sur des appels à projet, c'est pour ça qu'on trouve les opérations mobilités en milieu rural, redynamisation des centres-bourgs, etc.

M. LE SCORNET : On a un taux de consommation qui est bon ou pas par rapport au montant initial ? Parce qu'on sait très bien qu'il y a un risque avec l'Europe, c'est qu'elle ramasse ses billes si on n'a pas un taux de consommation suffisant. Est-ce qu'on peut être rassuré de ce côté-là ?

M. SOUTIF : c'est plus par rapport au comité de membres et au président du comité de programmation avec les autres membres dont Guy y est présent. Sur le GAL de Haute-Mayenne, on est hyper bien placé parce qu'on a une candidature qui a été prise en compte de bonne heure mais le problème, il est général si vous regardez des articles spécialisés. Les programmes Leader traînent parce qu'il y a la bascule sur la région. Et le temps de mettre le côté logiciel, la logistique et la structuration, ça traîne dans les paiements. Il y a des gros retards mais ils ne sont pas du fait du comité. Et comme on est les premiers au niveau régional et que la Région Pays de la Loire est en avance sur les autres régions. Je ne vous dis pas, il y a des secteurs, ils en sont qu'au dépôt des candidatures. C'est infernal.

M. le Président : on a compris l'utilité des programmes Leader depuis fort longtemps. Je pense qu'on a la chance que Patrick et quelques autres s'investissent beaucoup dans ses programmes. Les retombés sur tout le territoire et dans le Nord-Mayenne sont importants.

Après présentation du rapport et du document de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2018, le budget annexe LEADER tel qu'il est présenté.

12 - Finances – Budget primitif 2018 – Budgets annexes de zones – Résultats 2017 – Reprise par anticipation

Reçu à la Sous-Préfecture le 16 avril 2018

M. TRANCHEVENT expose :

Il est exposé que l'instruction comptable M14 prévoit que les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation, qui a lieu lors du vote du compte administratif.

Cependant l'article L2311-5 du CGCT permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur.

BUDGET PARC ACTIVITES DE COULONGES	
RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	0,00 €
Recettes de l'année	718 037,15 €
Dépenses de l'année	- 718 037,15 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	0,00 €

RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	- 411,00 €
Recettes de l'année	718 033,15 €
Dépenses de l'année	- 718 037,15 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	- 415,00 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reprend au budget du parc d'activités de Coulonges 2018, la somme de 415,00 € au c/001 déficit d'investissement reporté.

BUDGET PARC ACTIVITES DU BERRY	
RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	0,00 €
Recettes de l'année	225 963,87 €
Dépenses de l'année	- 225 963,87 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	0,00 €

RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	- 910,00 €
Recettes de l'année	224 910,87 €
Dépenses de l'année	- 210 146,43 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	13 854,44 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reprend au budget du parc d'activités du Berry 2018, la somme de 13 854,44 € au c/001 excédent d'investissement reporté.

BUDGET PARC ACTIVITES DE POIRSAC III	
RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	- 29 692,00 €
Recettes de l'année	460 247,92 €
Dépenses de l'année	- 489 939,92 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	- 29 692,00 €

RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	48 990,22 €
Recettes de l'année	465 896,76 €
Dépenses de l'année	- 454 176,06 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	60 710,92 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- reprend au budget du parc d'activités de Poirsac III 2018, la somme de 60 710,92 € au c/001 excédent d'investissement reporté,
- et affecte au budget la somme de 29 692,00 € au c/002 déficit de fonctionnement reporté lequel sera pris en charge par une subvention d'équilibre du budget général.

BUDGET PARC ACTIVITES DE MONTRIEUX	
RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	0,00 €
Recettes de l'année	219 755,43 €
Dépenses de l'année	- 219 755,43 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	0,00 €

RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	185,00 €
Recettes de l'année	219 752,23 €
Dépenses de l'année	- 219 755,43 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	- 188,20 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reprend au budget du parc d'activités de Montrieux 2018, la somme de 188,20 € au c/001 déficit d'investissement reporté.

BUDGET PARC ACTIVITES DES HARAS	
RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	0,00 €
Recettes de l'année	159 311,80 €
Dépenses de l'année	- 26 066,25 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	133 245,55 €

RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	- 135,00 €
Recettes de l'année	25 155,41 €
Dépenses de l'année	- 19 897,58 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	5 122,83 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- reprend au budget du parc d'activités des Haras 2018, la somme de 5 122,83 € au c/001 excédent d'investissement reporté
- et affecte au budget 2018, la somme de 133 245,55 € au c/002 excédent de fonctionnement reporté lequel sera pris en charge par une subvention d'équilibre du budget général.

BUDGET PARC ACTIVITES DE LA LANDE	
RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	0,00 €
Recettes de l'année	927 767,28 €
Dépenses de l'année	- 927 767,28 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	0,00 €

RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	- 196,00 €
Recettes de l'année	927 134,68 €
Dépenses de l'année	- 927 767,28 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	- 828,60 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reprend au budget du parc d'activités de la Lande 2018, la somme de 828,60 € au c/001 déficit d'investissement reporté.

BUDGET PARC ACTIVITES DE L'ORGERIE	
RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	0,00 €
Recettes de l'année	394 316,70 €
Dépenses de l'année	- 594 849,06 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	- 200 532,36 €

RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	- 252,40 €
Recettes de l'année	594 847,46 €
Dépenses de l'année	- 258 815,70 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	335 779,36 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- reprend au budget du parc d'activités de L'Orgerie 2018, la somme de 335 779,36 € au c/001 excédent d'investissement reporté
- et affecte au budget 2018, la somme de 200 532,36 € au c/002 déficit de fonctionnement reporté lequel sera pris en charge par une subvention d'équilibre du budget général.

BUDGET ZONE D'ACTIVITES DEVELOPPEMENT DURABLE	
RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	0,00 €
Recettes de l'année	488 213,09 €
Dépenses de l'année	- 488 213,09 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	0,00 €

RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	- 548,45 €
Recettes de l'année	488 113,54 €
Dépenses de l'année	- 488 213,09 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	-648,00€

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reprend au budget 2018 de la Zone d'activités Développement Durable la somme de 648 € au c/001 déficit d'investissement reporté.

BUDGET ZONE D'ACTIVITES DE LASSAY	
RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	0,00 €
Recettes de l'année	198 630,22 €
Dépenses de l'année	- 198 630,22 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	0,00 €

RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	0,00 €
Recettes de l'année	0,00 €
Dépenses de l'année	- 198 330,22 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	-198 330,22 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reprend au budget 2018 de la Zone d'activités de Lassay-les-Châteaux la somme de 198 330,22 € au c/001 déficit d'investissement reporté.

BUDGET ZONE D'ACTIVITES DU HORPS	
RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	0,00 €
Recettes de l'année	66 889,00 €
Dépenses de l'année	- 66 889,00 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	0,00 €

RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	0,00 €
Recettes de l'année	0,00 €
Dépenses de l'année	- 66 889,00 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	- 66 889,00 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reprend au budget 2018 de la Zone d'activités du Horps la somme de 66 889,00 € au c/001 déficit d'investissement reporté.

13 - Finances – Budget primitif 2018 – Budget annexes de zones – Approbation

Reçu à la Sous-Préfecture le 16 avril 2018

M. TRANCHEVENT expose :

Les budgets annexes des 10 zones d'activités 2018 de Mayenne Communauté, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, sont équilibrés après reprise anticipée des résultats 2017 comme suit :

Mayenne Communauté
Séance du 12 Avril 2018

Parc d'activités de COULONGES	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		8 800,00€	8 800,00 €
RÉSULTAT 2017	0,00 €		8 800,00 €
RECETTES		8 800,00€	
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES	0,00 €	0,00 €	415,00 €
	415,00		
RECETTES	0,00€	415,00 €	415,00 €

Parc d'activités du BERRY	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		150 160,00€	150 160,00 €
RÉSULTAT 2017	0,00 €		150 160,00 €
RECETTES		150 160,00€	
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES	0,00 €	13 854,54 €	13 854,54 €
RÉSULTAT 2017	13 854,44 €		13 854,54 €
RECETTES	0,00 €	0,00 €	

Parc d'activités de POIRSAC III	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		15 600,00€	45 292,00 €
RÉSULTAT 2017	- 29 692, 00 €		
RECETTES		45 292,00€	45 292,00 €
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES	0,00 €	60 710,92 €	60 710,92 €
RÉSULTAT 2017	60 712,92 €	0,00 €	60 710,92 €
RECETTES	0,00 €		

Parc d'activités de MONTRIEUX	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		200,00€	200,00 €
RÉSULTAT 2017	0, 00 €	200,00€	200,00 €
RECETTES			
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES	0,00 €	0,00 €	188,20 €
RÉSULTAT 2017	-188,20 €		
RECETTES	0,00 €	188,20 €	188,20 €

Parc d'activités des HARAS	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		241 481,55 €	241 481,55 €
RÉSULTAT 2017	133 245,55 €	108 236,00 €	241 481,55 €
RECETTES			
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES	0,00 €	5 122,83 €	5 122,83 €
RÉSULTAT 2017	5 122,83€	0,00 €	5 122,83 €
RECETTES	0,00 €		

Parc d'activités de LA LANDE	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		251 850,00 €	251 850,00 €
RÉSULTAT 2017	0 ,00€	251 850,00 €	251 851,00 €
RECETTES			
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES	0,00 €	0,00 €	828,60 €
RÉSULTAT 2017	- 828,60 €		
RECETTES	0,00 €	828,60 €	828,60 €

Parc d'activités de L'ORGERIE	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		260,00 €	200 792,36 €
RÉSULTAT 2017	- 200 532,36 €		
RECETTES		200 792,36 €	200 792,36 €
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES	0,00 €	335 779,36 €	335 779,36 €
RÉSULTAT 2017	335 779,36 €	0,00 €	335 779,36 €
RECETTES	0,00 €		

Zones d'activités de Développement Durable	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		1 615 600,00 €	1 615 600,00 €
RÉSULTAT 2017	0 €		
RECETTES		1 615 600,00 €	1 615 600,00 €
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES	0,00 €	0,00 €	648,00 €
RÉSULTAT 2017	- 648,00 €		
RECETTES	0,00 €	648,00 €	648,00 €

Zones d'activités de LASSAY	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		8 610,00 €	8 610,00 €
RÉSULTAT 2017	0 €		
RECETTES		8 610,00 €	8 610,00 €
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES	0,00 €	0,00 €	198 330,22 €
RÉSULTAT 2017	- 198 330,22 €		
RECETTES	0,00 €	198 330,22 €	198 330,22 €

Zones d'activités du HORPS	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		2 500,00 €	2 500,00 €
RÉSULTAT 2017	0 €		
RECETTES		2 500,00 €	2 500,00 €
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES	0,00 €	0,00 €	66 889,00 €
RÉSULTAT 2017	- 66 889,00 €		
RECETTES	0,00 €	66 889,00 €	66 889,00 €

Le contenu des budgets des zones d'activités vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

M. TRANCHEVENT : vous avez compris que nous avons sur certaines zones, notamment la ZADD, mis des budgets, M ; la Prsident, relativement conséquents pour pouvoir réaliser l'ensemble de cette zone et également un certain nombre de travaux sur différentes zones que nous allons faire, notamment sur Martigné pour terminer de la voirie et on a également travaillé ce matin sur Lassay où nous ferons des travaux de finition.

M. SOUTIF : J'avais demandé aux services financiers de refaire une consolidation donc je les remercie. C'est vrai qu'au moins, ça nous permet d'avoir une vision globale parce que quand on vous déroule une dizaine de budgets. Là au moins, ça permet de voir qu'il y a un peu plus de 2 millions sur 2018 de prévu.

M. le Président : et comme on dit, M. BRODIN, l'économie c'est important.

M. BRODIN : ça nous fait un point commun.

M. le Président : non mais 2 500 000 € c'est quand même tout à fait substantiel. Et qu'on le fait avec nos résultats, c'est surtout ça qu'il faut noter. Ce sont nos résultats des années passées. C'est une démarche saine.

M. TRANCHEVENT : il faudra ajouter, ce que nous a présenté Patrick, des sommes relativement conséquentes pour l'attractivité, sur les moyens pour l'attractivité et toutes les mesures d'accompagnement qui ne sont pas là. Ce n'est pas 2 millions qu'on met sur la table.

M. le Président : ça sera au moins 3 millions.

Après présentation du rapport et des documents de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2018, les budgets annexes des zones d'activités de Coulonges, du Berry, de Poirsac III, de Montrieux, des Haras, de la Lande, de l'Orgerie, de la zone de développement durable, de la zone de Lassay-les-Châteaux et de la zone du Horps tel qu'ils sont présentés.

14 - Finances – Exercice 2018 – Subvention de fonctionnement à l'association de jeunes de St Julien du Terroux

Reçu à la Sous-Préfecture le 16 avril 2018

M. SOUTIF expose :

Le service commun Espace Jeunes a été créé pour assurer la continuité des actions jeunesse menées par l'ex-CCHL. Parmi elles, une aide financière de 300 € était attribuée aux associations de jeunes du territoire lorsque ces dernières la sollicitaient. À cet effet, 2 900 € sont budgétés en 2018.

L'association des jeunes de St Julien du Terroux (Foyer Culturel et Sportif) sollicite une subvention pour couvrir ses activités organisées en 2017.

M. le Président : je m'en voudrais de ne pas voter cette subvention. Surtout maintenant que la commune de Saint Julien du Terroux dispose désormais d'équipements forts agréables. Ils ont fait de beaux équipements pour une petite commune, qu'on a inaugurés il y a un mois ou deux. C'est une belle réalisation.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- attribue à l'association Foyer Culturel et Sportif de St Julien du Terroux une subvention de 300 €
- et dit que cette dépense sera imputée sur le c/6574 sous rubrique 422 1 « espaces jeunes ».

15 - Finances - Budget primitif 2018 – Subvention de fonctionnement allouée à l'association LE KIOSQUE

Reçu à la Sous-préfecture le 16 Avril 2018

M. LE SCORNET expose :

Lors du conseil Communautaire du 21 décembre 2017, vous avez validé l'avenant à la convention qui lie Mayenne Communauté à l'association LE KIOSQUE qui reconduit la convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2018. Vous avez également accordé une avance d'un montant de 190 000 € début janvier et 100 000 € mi-février afin de faire face à ses engagements d'ici le vote du budget pour couvrir notamment le paiement des salaires et les diverses dépenses de l'association.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, fixe pour 2018 la subvention à allouer au Kiosque à un montant de 504 668 €.

Au titre de l'exercice 2018, la subvention est versée suivant l'échéancier suivant :

- une avance de 190 000 € versée en janvier,
- une avance de 100 000 € versée en février,
- un acompte de 107 334 € versé en mai,
- et le solde de 107 334 € versé en juin.

16 - Finances - Budget primitif 2018 – Subvention de fonctionnement allouée à Tribu Familia

Reçu à la Sous-préfecture le 16 Avril 2018

M. LE SCORNET expose :

Par délibération du 21 décembre 2017, le Conseil communautaire a autorisé la signature d'un avenant n° 2 à la convention avec l'association Tribu Familia, qui reconduit la convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2018. Il a également été accordé une avance d'un montant de 33 000 € début février et 25 000 € début avril, afin de faire face à ses engagements d'ici le vote du budget pour couvrir notamment le paiement des salaires et les diverses dépenses de l'association.

M. LE SCORNET : je rappelle que ces actions culturelles participent au service public culturel, que je crois important de le rappeler. Et même si je ne désespère pas de convaincre les plus récalcitrants d'entre vous

Mayenne Communauté
Séance du 12 Avril 2018

et je ne vise personne, pour dire aussi que la culture c'est important, c'est aussi du marketing territorial au même titre que le développement économique et les zones d'activités.

Suite à la demande de subvention présentée par l'Association pour l'année 2018, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, accorde une subvention d'un montant de 110 247 € dans le cadre de la convention qui nous lie.

Au titre de l'exercice 2018, la subvention est versée suivant l'échéancier suivant :

- une avance de 33 000 € versée en février,
- une avance de 25 000 € versée en avril,
- un acompte de 25 000 € en mai,
- et le solde de 27 247 € versé en juin.

17 - Finances - Budget primitif 2018 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations culturelles

Reçu à la Sous-préfecture le 16 Avril 2018

M. LE SCORNET expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, attribue des subventions de fonctionnement aux associations listées ci-après pour un montant total de 109 906 € au titre de l'exercice 2018 :

ASSOCIATIONS	Subventions proposées 2018
Foins de la Rue : Foins d'hiver	8 700,00
Croq' les Mots, Marmot ! (Le Kiosque)	15 950,00
Patrimoine du Pays de Mayenne	1 100,00
Association des CABANONS	2 000,00
Les Entrelacés – Festival des Arts de la Rue	36 500,00
Compagnie OH !	10 000,00
Les Amis de Bernard Chardon	3 000,00
Amis du Château de Lassay	5 000,00
Association Pire 2 Pire Family – Action « Le Champs des possibles »	1 500,00
Mémorial des déportés	1 000,00
Club Photo d'Aron	2 500,00
Hop Compagnie	10 000,00
T atrium	3 000,00
Association Familiale Rurale de Contest	600,00
AMADEUS	436,00
Chantemayne	700,00
Orchestre Symphonique Haute Mayenne	2 560,00
Orchestre Harmonie du pays de Mayenne	2 560,00
Forte Piano	2 000,00
Association Tournepage	800,00
TOTAL	109 906,00

M. LE SCORNET : C'est un point important qu'il convient de souligner. Avec un effort évidemment qui est, depuis plusieurs années, un effort plus important en direction des associations du territoire de l'ex-CCHL car on a un grand défi de rééquilibrer l'offre culturel sur le territoire. Ça passe par le soutien apporté aux associations. Et vous noterez que si par ailleurs de manière globale, les subventions apportées aux

Mayenne Communauté

Séance du 12 Avril 2018

associations culturelles stagnent, elles augmentent en tout cas sur les associations sur le territoire de Lassay. Ce qui démontre un effort pour rééquilibrer l'offre sur le territoire car on a un défi, évidemment, qui est de ne pas avoir, sur le territoire, une offre culturelle à deux vitesses. C'est un point important. Vous avez le détail des subventions. Je ne sais pas si ça amène des commentaires particuliers de votre part. Globalement, c'est une stabilisation sauf, comme je le disais tout à l'heure, je peux en citer quelques-unes : Compagnie Oh ! sur la Chapelle au Riboul qui voit sa subvention augmenter, c'est aussi vrai pour les Entrelacés qui voit sa subvention augmenter. C'est aussi un effort plus important apporté aux amis du musée Bernard Chardon. Voilà pour illustrer mes propos précédents sur l'effort plus important au secteur de le Horps-Lassay pour justement rééquilibrer l'offre culturelle. Et puis me réjouir aussi des premiers financements d'études faits sur le Horps pour y créer à termes un équipement culturel structurant sur ce territoire-là qui est un point bien évidemment important, sur lesquels on aura l'occasion de revenir puisqu'on a inscrit au titre des études. Je me permets de souligner un nouveau venu : le club photo d'Aron, qui voit cette année une subvention pour un évènement qui se déroulera cet été. Je salue la présence du président de l'association qui est parmi nous. Ce n'est pas une exposition sur le parc des forges même si M. le Maire en tant que tel mériterait un focus bien particulier mais c'est un évènement beaucoup plus fédérateur qui intéresse plus largement l'ensemble du territoire. C'est à ce titre qu'il est inscrit, et pas parce que c'est sur le club photo d'Aron. C'est bien parce que le thème, la manifestation qui va se dérouler est d'une ampleur, à l'échelle du territoire, c'est pour ça qu'il est inscrit.

18 - Finances - Budget primitif 2018 – Subvention de fonctionnement allouée à l'office de tourisme Vallée de Haute Mayenne

Reçu à la Sous-préfecture le 16 Avril 2018

M. BORDELET expose :

Lors du conseil Communautaire du 21 décembre 2017, vous avez validé l'avenant à la convention qui lie Mayenne Communauté à l'office de tourisme Vallée de Haute Mayenne qui reconduit la convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2018. Vous avez également accordé une avance d'un montant de 50 000 € afin de faire face à ses besoins liés essentiellement aux salaires et au paiement des charges sociales du 4^{ème} trimestre 2017 et du 1^{er} trimestre 2018.

M BORDELET : le tourisme qui est aussi important que la culture et l'économie.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, fixe pour 2018 la subvention à allouer l'office de tourisme Vallée de Haute Mayenne à un montant de 293 741 €.

Au titre de l'exercice 2018, la subvention sera versée suivant l'échéancier suivant : une avance de 50 000 € versée en janvier, 81 247 € en mai, 81 247 € en juin et 81 247 € en juillet.

19 - Finances - Budget primitif 2018 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations touristiques

Reçu à la Sous-préfecture le 16 Avril 2018

M. BORDELET expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, attribue des subventions de fonctionnement aux associations listées ci-après pour un montant total de 1 030 € au titre de l'exercice 2018 :

ASSOCIATIONS	Subventions proposées 2018
Association de Randonneurs du Pays de Mayenne	580,00
Plaisanciers de Montgiron	450,00
TOTAL	1 030,00

Mayenne Communauté
Séance du 12 Avril 2018

20 - Finances - Budget primitif 2018 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations économiques

Reçu à la Sous-préfecture le 16 Avril 2018

M. TRANCHEVENT expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, attribue des subventions de fonctionnement aux associations listées ci-après pour un montant total de 85 132 € au titre de l'exercice 2018 :

ASSOCIATIONS	Subventions proposées 2018
Mission Locale	41 982,00
Coodémarrage 53	4 500,00
Initiative Mayenne	15 000,00
BGE – Boutique de gestion	4 500,00
Chambre de commerce et d'industrie	15 650,00
Solidarité Paysans	500,00
ASCAPE	1 000,00
ADIE Association pour le droit à l'initiative économique	2 000,00
TOTAL	85 132,00

M. TRANCHEVENT : on était l'autre jour avec le Président de la Mission Locale, je peux vous dire qu'ils font un sacré boulot, avec une remise au boulot de gens qui sont un peu en risque ou parfois carrément détacher de l'emploi.

21 - Finances - Budget primitif 2018 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations enfance jeunesse

Reçu à la Sous-préfecture le 16 Avril 2018

M. COISNON expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, attribue des subventions de fonctionnement aux associations listées ci-après pour un montant total de 90 700 € au titre de l'exercice 2018 :

ASSOCIATIONS	Subventions proposées 2018
Aid à Dom	14 500,00
les POSSIBLES Point Information Jeunesse	40 000,00
Associations de jeunes de l'ex CCHL	2 900,00
SAUVEGARDE Mayenne Sarthe	23 300,00
Maison des adolescents	10 000,00
TOTAL	90 700,00

M. le Président : la Maison des Adolescents étant une maison départementale, comme chacun le sait. Je me plais à dire que j'étais, comme un certain nombre d'entre vous, à l'assemblée générale des possibles. Et j'ai noté combien l'association a bien redressé la barre et qu'il dégagait un excédent dans l'année.

Mayenne Communauté
Séance du 12 Avril 2018

Je tenais à le dire parce que ce sont des gens qui se sont pris par la main et qui ont su parfaitement réagir après une situation financière difficile.

22 - Finances - Budget primitif 2018 – Subventions de fonctionnement allouée à l'Amicale des employés communaux et communautaires

Reçu à la Sous-préfecture le 16 Avril 2018

M. RAILLARD expose :

Comme chaque année, il est proposé l'attribution d'une subvention à l'Amicale des employés communaux et intercommunaux. En tant qu'employeur unique, il revient à Mayenne Communauté de verser l'intégralité de cette subvention. La Ville de Mayenne remboursera Mayenne Communauté dans un second temps au titre des agents qui leur sont affectés. Ainsi, la participation de chaque collectivité sera répartie de la manière suivante : 4 644,05 € pour la Ville de Mayenne et 887,60 € pour Mayenne Communauté.

M. RAILLARD : parce que s'il n'y avait pas d'employés, il n'y aurait pas de culture, il n'y aurait rien donc c'est important aussi.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, attribue une subvention de fonctionnement à l'Amicale des employés pour un montant total de 5 532 € au titre de l'exercice 2018.

23 - Finances - Budget primitif 2018 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations dans les domaines de la santé et du social

Reçu à la Sous-préfecture le 16 Avril 2018

M. MOLL expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, attribue des subventions de fonctionnement aux associations listées ci-après pour un montant total de 6 880 € au titre de l'exercice 2018 :

ASSOCIATIONS	Subventions proposées 2018
REGARDS CLINIQUES	500,00
DIABETIQUES DE LA MAYENNE	80,00
UNAFAM	300,00
AMAV Accompagnement gens du voyage	6 000,00
TOTAL	6 880,00

M. le Président : AMAV ou je souligne l'assemblée générale ce soir, où Mme LODE nous représente.

24 - Finances - Budget primitif 2018 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations dans le domaine de l'environnement

Reçu à la Sous-préfecture le 16 Avril 2018

M. BOURGUIN expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, attribue des subventions de fonctionnement aux associations listées ci-après pour un montant total de 46 432 € au titre de l'exercice 2018 :

ASSOCIATIONS	Subventions proposées 2018
ADLJ	2 100,00
SYNERGIES (EIE, FAEP)	9 500,00
ADIL	4 832,00
CPIE	30 000,00
TOTAL	46 432,00

25 - Finances – Budget primitif 2018 – Subvention de fonctionnement allouée à Atmosphère 53

Reçu à la Sous-préfecture le 16 Avril 2018

M. LE SCORNET expose :

Lors du conseil Communautaire du 21 décembre 2017, vous avez validé l'avenant à la convention qui lie Mayenne Communauté à l'association ATMOSPHERE 53 qui reconduit la convention de partenariat régissant nos relations juridiques et financières pour l'exercice 2018. Vous avez également accordé une avance d'un montant de 12 000 € début janvier afin de faire face à ses engagements d'ici le vote du budget pour couvrir notamment le paiement des salaires et les diverses dépenses de l'association.

M. LE SCORNET : Atmosphère 53 à ne pas confondre avec la SCIC du cinéma. Il s'agit de l'association départementale. En rappelant que, certains d'entre vous y ont participé, qu'on était nombreux au festival reflet. Parce que je rappelle le festival reflet est l'évènement phare de cette association qui a conclu à Mayenne au Vox. Très belle édition et en soulignant que la salle de Mayenne est la salle qui a accueilli le plus de cinéphiles des salles de la Mayenne lors de ce festival. Le Vox se distingue en tout cas, les cinéphiles mayennais se distinguent par la fréquentation à ce beau festival reflet, qui était consacré cette année au cinéma indien.

M. le Président : tu veux rappeler les chiffres du cinéma ?

M. LE SCORNET : je ne les ai pas en tête mais je crois qu'on avait un peu moins de 6 000 spectateurs pour les 15 derniers jours de décembre. Et on était à 31 000 €, si ma mémoire ne flanche pas, il y a 15 jours. Donc on est sur un rythme qu'on n'a jamais connu au cinéma avec que 2 salles, je le rappelle. La 3^{ème} salle bientôt. Donc si on continue à ce rythme-là, et on voit bien le socle qui est nettement supérieur à ce qu'on a pu connaître les fois précédentes donc on a fidélisé une clientèle « supplémentaire », c'est plutôt de bonnes augures. La 3^{ème} salle devrait amplifier ce phénomène-là. On espère des films qui tirent le public vers nos salles. Mais globalement vous le savez bien, le cinéma est très apprécié et l'accueil qui est réservé au public est plutôt de grande qualité. Je rappelle l'organisation de l'équipe mais aussi beaucoup de bénévoles, des élus que je salue, Eric, Annick. Je leur dis merci vivement parce que c'est aussi comme ça qu'on permet un cinéma.

M. le Président : c'est très apprécié par l'association. J'attire votre attention sur les retours sur le cinéma. La population est absolument ravie bien entendu. Mais les problèmes de queue, il y a des problèmes de billetterie.

M. LE SCORNET : on est un peu victime du succès. Après je rappelle qu'il y a quelque chose qu'il faut avoir à l'esprit, c'est la possibilité de réserver ses billets sur internet et de rentrer sans faire la queue. Quelqu'un qui a acheté un billet sur internet, peut rentrer dans le cinéma sans faire la queue, il a sa place qui est réservée. Lorsqu'il y a des films qui attirent beaucoup, j'invite la population à retirer leur billet sur internet, puisque c'est aujourd'hui possible, ce qui n'était pas le cas avant, ce qui évite de faire la queue et surtout de ne pas attendre pour se rendre compte que la salle est pleine.

M. le Président : et il y a de la déception. Quand je vois 31 000 depuis le début de l'année, j'ai quand

même souvenir que lorsque la municipalité de l'époque a décidé d'acheter, le Vox était à 27 000 l'an. Il était grand temps de faire quelques choses.

M. LE SCORNET : je rappelle aussi M. le Président si vous permettez, que l'objectif qu'on s'était fixé dans les 3 ans, c'est d'arriver au seuil des 100 000 spectateurs. Si les tendances se confirment, on devrait peut-être avoir ces 100 000 spectateurs dès cette année.

M. le Président : j'en suis persuadée. Il faut des films de qualité et populaires où les gens ont envie d'aller au cinéma.

M. LE SCORNET : c'est les deux.

M. le Président : parce qu'on n'a pas que du populaire. On a les deux et ça c'est important.

M. LE SCORNET : on a les deux aspects du cinéma. On a un cinéma qui marche sur ses deux jambes donc à la fois, un cinéma généraliste, grand public et vous le constatez avec des sorties nationales très régulièrement et aussi un cinéma plus exigeant. On en a eu l'occasion de le voir à l'occasion du festival reflet. Je rappelle qu'il y a aussi pas mal d'animations autour de débats un peu citoyens sur le cinéma donc il y a aussi des éléments importants. Je rappelle aussi 100 000 spectateurs, c'est aussi un flux de 100 000 personnes dans le centre-ville donc c'est un élément extrêmement favorable pour l'animation, l'équipement.

M. le Président : soyons fiers.

Mme PELE : ce qui est important, qui n'existait pas avant et qui marche bien, c'est les cinés goûter. L'après-midi, les enfants apprécient d'avoir un goûter après la séance. Ça marche très très bien.

M. la Président : oui, ils font preuve de beaucoup d'imaginations.

M. BRODIN : c'est un investissement intéressant aussi parce que la charge n'a pas été majeure. On a un bel outil.

M. le Président : il n'a pas coûté trop cher, c'est vrai et c'est un bel outil.

M. TRANCHEVENT : qu'on l'a acheté au début, ce n'était pas les propos quand même.

M. BRODIN : moi je n'étais pas là.

M. le Président : nous sommes fières de notre cinéma comme nous sommes fières de notre centre aquatique.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, fixe pour 2018 le montant de la subvention à allouer à Atmosphère 53 à 30 000 €.

Au titre de l'exercice 2018, la subvention est versée suivant l'échéancier suivant :

- une avance de 12 000 € versée en janvier
- et le solde de 18 000 € versé en avril.

26 - Finances – SCOT PLUI – Autorisation de programme et crédits de paiement – Modification

Reçu à la Sous-Préfecture le 16 Avril 2018

M. VALPREMIT expose :

Mayenne Communauté
Séance du 12 Avril 2018

Conformément aux articles L 2311-3 et R 2311-9, les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP).

Cette procédure permet aux Collectivités de ne pas faire supporter au budget annuel l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais uniquement les dépenses à régler au cours de l'exercice.

Par délibération n°54 du 30 juin 2016, le conseil communautaire a voté l'AP/CP "SCOT PLUI " d'un montant global de 634 380 € ttc, déclinée à partir des crédits de paiement suivants :

AP – SCOT PLUI Opération d'équipement : 16001 c/202			
CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP 2019
165 800 €	264 476 €	182 964 €	21 140 €

Considérant, d'une part, le niveau de réalisation des exercices 2016 et 2017 inférieur aux crédits budgétés (respectivement de 26,5% et 64,9%) et d'autre part, la nécessité de mener une étude sur les sites patrimoniaux remarquables, évaluée à 70 000 €, il est proposé d'ajuster le crédit de paiement 2018 de + 111 100 € pour atteindre 294 064 €.

Opération 16001	2016	2017	2018	2019
Crédits de paiement	165 800 €	264 476 €	294 064 €	21 140 €

Ainsi, le crédit total ouvert à l'autorisation de programme du SCOT PLUI est désormais de 745 480 €.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- approuve la modification de l'AP/CP du SCOT PLUI dans son montant global et dans son crédit de paiement 2018 comme susvisée
- et dit que les crédits budgétaires 2018 seront inscrits au budget principal 2018 par délibération présentée ce jour.

27 - Finances – Centre Aquatique – Autorisation de programme et crédits de paiement – Modification

Reçu à la Sous-Préfecture le 16 Avril 2018

M. BOISSEAU expose :

Conformément aux articles L 2311-3 et R 2311-9, les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP).

Cette procédure permet aux Collectivités de ne pas faire supporter au budget annuel l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais uniquement les dépenses à régler au cours de l'exercice.

Par délibérations n°59 du 21 décembre 2017, le conseil communautaire a modifié l'AP/CP "Centre Aquatique" pour la fixer à un montant global de 11 014 000 € et ajouter un crédit de paiement de 50 000 € sur l'exercice 2018.

AP – CENTRE AQUATIQUE (travaux et équipements) Opération d'équipement : 15001			
CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018
2 562 000 €	7 542 000 €	860 000 €	50 000 €

Considérant, d'une part, le niveau de réalisation des exercices 2016 et 2017 inférieur aux crédits budgétés (respectivement 62% et 74,5%) et d'autre part, les ajustements nécessaires suite à la livraison de l'équipement avec l'acquisition notamment d'un déchloramineur, il est proposé de modifier le crédit de paiement 2018 pour le passer à 85 000€.

Opération 15001	2015	2016	2017	2018
Crédits de paiement	2 562 000 €	7 542 000 €	860 000 €	85 000 €

Ainsi, le crédit total ouvert à l'autorisation de programme du Centre Aquatique est désormais de 11 049 000 €.

M. BOISSEAU : comme pour Antoine, une autorisation de modification d'autorisation de programme et crédits de paiement mais ce n'est pas le même budget. C'est pour solder un équipement tout à fait attractif dont on vient de parler tout à l'heure et qui vise aussi un nombre d'entrées très important. Peut-être pas dès cette année, les 100 000 mais je pense qu'on est bien parti puisqu'au bout d'un mois et demi, il y avait 20 000 baigneurs. Je pense qu'on est fondé à penser qu'à la fin de l'année, on aura un nombre très intéressant.

On est victime du succès et le bassin ludique était tellement fréquenté qu'on avait des petits soucis pour réguler le PH de l'eau et les équilibres. On va être amené à installer un déchloramineur donc il vous est proposé cette délibération.

M. le Président : un mot sur la glissance du sol, il y a eu des informations. Un expert est passé ce matin. Le carrelage qui est posé est bien conforme. C'était un véritable expert qui a dit « prenez un microscope et vous allez regarder que sur ce carrelage, il y a effectivement avoir des aspérités qui doivent justifier ». Or, il semble que les produits utilisés pour le 1^{er} lessivage du carrelage et dans l'enlèvement du coulis, la laitance et les résines, auraient obstrués ces micros aspérités. On serait susceptible d'avoir un produit qui va nous être proposé. Il y a un essai qui semblait concluant donc on continue de s'en occuper. Il y a beaucoup moins d'accident, il y en a encore quelques-uns mais c'est quand même beaucoup, beaucoup moins. Mais je pense qu'on est sur une réflexion qui va nous permettre de respirer.

M. BOISSEAU : il y a des pistes. On recherche toutes les solutions possibles pour parer à ces défauts. Et on organise une réunion la semaine prochaine avec l'ensemble des partenaires : fournisseurs, architectes et l'entreprise qui a posé le carrelage pour pouvoir définir la procédure pour corriger ce défaut mais on est sur la bonne voie.

M. le Président : vous avez tous noté la date de l'inauguration : le samedi 23 juin 14h.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- approuve la modification de l'AP/CP du Centre Aquatique dans son montant global et dans son crédit de paiement 2018 comme susvisée,
- et dit que les crédits budgétaires 2018 sont inscrits au budget principal 2018 par délibération présentée ce jour.

28 - Finances – Budget principal – Budgets annexes des déchets ménagers et du SPANC – Exercice 2018 – Admission en non-valeur de divers produits intercommunaux

Reçu à la Sous-Préfecture le 16 Avril 2018

Mme MORIN expose :

Monsieur le Comptable Public nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Communautaire, des bordereaux de produits devenus irrécouvrables se rapportant aux exercices 2013 à 2017 du budget annexe déchets ménagers, SPANC et budget général.

Les sommes dont il s'agit n'ayant pu être recouvrées en raison soit d'une situation d'irrécouvrabilité du débiteur soit du seuil minimum de poursuite, il convient, pour régulariser la comptabilité intercommunale, de les admettre en non-valeur.

En conséquence, il vous est proposé d'admettre en non-valeur les sommes ci-après désignées :

Budget annexe déchets ménagers	Créances admises en non-valeur c/6541	2014	2015	2016	2017	TOTAL
	Créances éteintes c/6542	259,47	272,93	342,77	155,95	5 606,21
		362,50	1 095,82	1 871,44	1 245,33	

Budget annexe SPANC	Créances éteintes c/6542	2017
		22,50

Budget général	Créances éteintes c/6542	2013
		52

Les sommes nécessaires à ces dépenses seront prélevées à l'article 6541 (créances admises en non-valeur) et c/6542 (créances éteintes) du budget de l'exercice en cours.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise l'admission en non-valeur des sommes désignées ci-dessus pour un montant total de 5 606,21 € pour le budget déchets ménagers, 22,50€ pour le budget SPANC et 52€ pour le budget général.

29 - Ressources humaines – Création de postes pour accroissement d'activité et besoins saisonniers - Autorisation de recrutement d'agents contractuels suite au remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels

Reçu à la Sous-Préfecture le 16 Avril 2018

M. RAILLARD expose :

Vu l'article 3 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, stipulant que les emplois au sein des collectivités territoriales doivent être pourvus par des agents titulaires,

Mayenne Communauté

Séance du 12 Avril 2018

Les collectivités étant cependant autorisées à créer des postes non permanents pourvus par des agents non titulaires de droit public, par dérogation et dans des cas limités prévus par la loi 84-53 et redéfinis par la loi 2012-347 du 12 mars 2012 :

- recrutement d'agents contractuels suite à accroissement temporaire d'activité, dans les conditions fixées par l'article 3,1° de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 précitée,
- recrutement d'agents contractuels suite à accroissement saisonnier d'activité, dans les conditions fixées par l'article 3,2° de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 précitée
- et recrutement d'agents contractuels suite au remplacement temporaire de fonctionnaire ou d'agents contractuels dans les conditions fixées par l'article 3-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 précitée,

Vu l'article 20 de la loi du 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, disposant que les agents non titulaires sont soumis comme les fonctionnaires au droit à la rémunération après service fait,

Vu la délibération n°24 en date du 14 janvier 2016, autorisant le recrutement d'agents non titulaires de droit public en cas d'accroissement temporaire ou saisonnier d'activité conformément à la loi 2012-347 du 12 mars 2012,

Vu la délibération n°34 en date du 21 décembre 2017, fixant les modalités de rémunération des contractuels pour accroissement temporaire ou saisonnier d'activité ou encore au motif de remplacement d'un fonctionnaire ou d'un agent contractuel absent,

Considérant la demande de la trésorerie d'apporter à la délibération existante la précision que les emplois concernés relèvent d'un besoin occasionnel ou saisonnier,

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des services,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée les postes permettant le recrutement d'agents contractuels de droit public pour faire face temporairement à des besoins liés :

– à un accroissement temporaire d'activité, dans les conditions fixées à l'article 3 1°) de la loi susvisée, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat pendant une même période de dix-huit mois consécutifs,

Nombre de postes	grade	emploi
3	Opérateur des APS	BNSSA
3	Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture
3	Agent social	Agent social
10	Assistant d'enseignement artistique	Jury de concours

Ces postes sont créés à temps complet. Cependant, en fonction des nécessités de service, ce temps peut être inférieur. Ils pourront être occupés par des agents contractuels. Les dépenses afférentes à ces postes sont prévues dans le budget.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le remplacement de fonctionnaires ou d'agents contractuels dans les conditions fixées à l'article 3-1 de la loi susvisée.

Ces contrats sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent. Pour cette modalité de remplacement, il n'est pas nécessaire de créer d'emploi.

30 - Ressources humaines – DRHM – Maison de service au public – création d'un poste d'adjoint d'animation principal de 1ère classe – suppression d'un poste d'adjoint administratif territorial

Reçu à la Sous-Préfecture le 16 Avril 2018

M. RAILLARD expose :

Sous réserve de l'avis du comité technique,

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la décision du jury relative au recrutement de l'animateur de la MSAP,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste d'adjoint d'animation principal de 1ère classe au 1er mai 2018. L'actuel poste d'adjoint administratif territorial fera l'objet d'une suppression dès l'arrivée de l'adjoint d'animation.

31 - Marchés publics – Adhésion au Groupement de commandes d'achat d'énergie de Territoire d'Energie Mayenne – Autorisation de signature de la Convention de groupement

Reçu à la Sous-Préfecture le 16 Avril 2018

M. BOISSEAU expose :

Le groupement, ayant pour objet un achat répétitif, est constitué pour une durée illimitée à compter de la notification de la convention ratifiée par l'ensemble des membres constitutifs.

Le coordonnateur du groupement est Territoire d'énergie Mayenne (ex-SGEGM), il sera chargé de recenser les besoins et de conduire la consultation d'appel d'offres aux fins de déterminer un fournisseur d'électricité.

La CAO du groupement sera celle de Territoire d'énergie Mayenne coordonnateur du groupement.

En conséquence il vous est proposé :

- D'accepter les termes de la convention constitutive du groupement de commandes relative à la fourniture d'électricité et de la retourner ratifiée, accompagnée de la présente délibération ;
- D'autoriser l'adhésion de Mayenne Communauté au groupement de commandes ayant pour objet d'identifier un fournisseur d'électricité ;
- D'autoriser le Président ou son représentant à signer la convention de groupement ;
- De donner mandat au coordonnateur afin qu'il puisse collectionner les informations relatives aux différents points de livraison directement auprès des distributeurs et fournisseurs (gaz et électricité) ;
- D'autoriser le représentant du coordonnateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte de Mayenne Communauté, et ce sans distinction de procédures ou de montants lorsque les dépenses sont inscrites au budget ;
- De s'engager à compléter le fichier Excel « Fiche de collecte » mis en ligne sur le site internet de Territoire d'énergie Mayenne avant le 23 avril 2018. A défaut de transmission dans les temps impartis, l'adhésion ne pourra être prise en compte ;
- De ratifier la convention constitutive et de la retourner à Territoire d'énergie Mayenne avant le 23 avril 2018.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer la convention de groupement de commandes susmentionnée, puis exécute le marché avec le titulaire désigné par le coordonnateur.

Mayenne Communauté
Séance du 12 Avril 2018

M. LE SCORNET expose :

Suite à la fusion entre la CC du Pays de Mayenne et la CC Le Horps-Lassay et dans l'attente d'une étude pour l'harmonisation des tarifs entre les deux structures d'enseignement, il avait été décidé de maintenir les tarifs appliqués par celles-ci pour l'année scolaire 2017/2018.

Pour l'année scolaire 2018/2019, il convient d'adopter les mêmes intitulés pour les différents tarifs, de simplifier les grilles de tarifs annuels et de mettre en place progressivement une tarification selon le quotient familial afin d'arriver à terme à une harmonisation tarifaire entre les 2 sites et aussi de faciliter, à un plus grand nombre, l'accès à l'enseignement musical et à la pratique artistique.

I - Dans un premier temps, simplification des tarifs annuels par :

- l'application d'un Droit d'Inscription unique aux deux établissements : 35 €/an/famille (pour information, le DI à Lassay était de 50 €/an/élève et à Mayenne de 30 €/an/famille)
- la création d'un tarif unique de 35 €/an pour les élèves ayant uniquement une pratique collective Hors Cours au Conservatoire : Chorales Enfants et Adultes, Orchestre à vents et à cordes, musique de chambre, différents ensembles instrumentaux. Cela permettra de favoriser et de maintenir les inscriptions en pratiques collectives.

II - Dans un second temps, instauration progressive de la tarification selon le quotient familial pour les élèves de Lassay :

- Mise en place de 3 tranches de QF (contre 6 pour les élèves de Mayenne) définies ainsi :
 - . Tranche 1 : QF ≤ à 503
 - . Tranche 2 : QF de 504 à 902
 - . Tranche 3 : QF ≥ à 903

III - Dans un troisième temps, création d'un tarif pour les élèves inscrits en Formation Musicale et en cursus Pratiques Collectives (Atelier Chant, Atelier Vocal et Percussions Brésiliennes).

Les nouveaux tarifs trimestriels proposés, pour l'année scolaire 2018/2019 et applicables au 1^{er} juillet 2018 concernant les 2 sites d'enseignement du Conservatoire, sont donc les suivants :

Tarifs Annuels	Année Scolaire 2018/2019	
	Mayenne Communauté	Hors Mayenne Communauté
Site d'enseignement Mayenne et Lassay les Châteaux		
Droit d'inscription/famille pour les élèves en cursus	35 €	45 €
Orchestre à l'Ecole (Vents et Cordes) (CM 1/CM 2/6 ^{ème} /5 ^{ème})	50 € (Assurance Comprise)	
Orchestre à l'Ecole (Batucada)	35 €	
Option Musique au BAC	35 €	
Pratiques Collectives Hors Cursus (Chorales Enfants et Adultes, Orchestres à Vents et à Cordes, Musique de Chambre, différents ensembles instrumentaux)	35 €	

Tarifs Trimestriels	Année Scolaire 2018/2019								
Site d'enseigne ment Mayenne	Mayenne Communauté (selon QF de la CAF ou MSA) Scolaires et étudiants jusqu'à 26 ans							HORS Mayenne Communauté	
	QF ≤ 503	QF de 504 A 902	QF de 903 à 1303	QF de 1304 à 1699	QF de 1700 à 1999	QF ≥ 2 000	Adultes	Scolaires et Etudiants jusqu'à 26 ans	Adultes
Formation Musicale Cycle son et mouvement	18.40 €	34.75 €	52.05 €	58.60 €	63.25 €	71.40 €	110.10 €	132.25 €	216.05 €
Formation Musicale + Coursus Pratiques Collectives*	35.00 €	45.00 €	55.00 €	65.00 €	75.00 €	85.00 €	95.00 €	160.00 €	180.00 €
Formation Musicale + instrument *	40.55 €	63.65 €	98.50 €	115.60 €	125.45 €	137.70 €	201.60 €	299.00 €	403.60 €
Instrument seul *	28.90 €	52.10 €	91.50 €	102.55 €	112.20 €	122.40 €	158.40 €	209.35 €	363.30 €
Formation Musicale + 2 instruments *	62.35 €	79.50 €	124.90 €	148.65 €	158.10 €	168.30 €	244.80 €	406.45 €	
Location Instrument	13.90 €	27.85 €	41.60 €	42.85 €	48.95 €	48.95 €	48.95 €	97.40 €	
Coursus Pratiques Collectives *	12.00 €	15.00 €	25.00 €	29.00 €	35.00 €	40.00 €	40.00 €	97.40 €	157.75 €
Danse (Initiation à Cycle 3)	28.90 €	46.30 €	69.45 €	78.20 €	83.30 €	93.50 €	95.85 €	99.50 €	103.45 €

Tarifs Trimestriels	Année Scolaire 2018/2019					
Site d'enseignement de Lassay	Mayenne Communauté (selon QF de la CAF ou MSA) Scolaires et étudiants jusqu'à 26 ans				HORS Mayenne Communauté	
	QF ≤ 503	QF de 504 A 902	QF de 903 à 1303	Adultes	Scolaires et Etudiants jusqu'à 26 ans	Adultes
Formation Musicale Cycle son et mouvement	18.40 €	34.75 €	45.00 €	70.00 €	90.00 €	140.00€
Formation Musicale + Coursus Pratiques Collectives *	35.00 €	45.00 €	55.00 €	80.00 €	110.00 €	200.00 €
Formation Musicale + instrument *	40.55 €	63.65 €	90.00 €	110.00 €	180.00 €	220.00 €
Instrument seul *	28.90 €	52.10 €	70.00 €	90.00 €	140.00 €	180.00 €
Formation Musicale + 2 instruments *	62.35 €	79.50 €	100.00 €	143.00 €	200.00 €	
Location Instrument	13.90 €	27.85 €	41.60 €	48.95 €	97.40 €	
Coursus Pratiques Collectives*	12.00 €	15.00 €	22.00 €	25.00 €	50.00 €	75.00 €
Danse (Initiation à Cycle 3)	28.90 €	46.30 €	52.00 €	60.00 €	104.00 €	120.00 €

Par ailleurs, il convient de rappeler que :

. La facturation s'effectue au trimestre à terme échu (sur 3 trimestres/an). Les trimestres se définissent ainsi qu'il suit :

- Octobre, novembre, décembre
- Janvier février mars
- Avril, mai, juin.

Fin septembre, une facturation spécifique sera établie pour la location du trimestre d'été des instruments et/ou du droit d'inscription sur la base des nouveaux tarifs.

. Le tarif de chaque famille domiciliée dans Mayenne Communauté sera calculé à partir du quotient familial de la CAF au 1er janvier de chaque année, soit celui du 1er janvier 2018 pour l'année 2018/2019.

Pour les familles allocataires CAF, percevant des prestations soumises à condition de ressources : le quotient est adressé par la CAF. En cas de doute, la famille peut l'obtenir sur le site Internet de la CAF (caf.fr).

Pour les familles non allocataires CAF (dont allocataires MSA) et les familles allocataires CAF ne percevant pas de prestations soumises à condition de ressources : celles-ci doivent se présenter au secrétariat du conservatoire avant le 30 septembre 2018 munies du relevé d'imposition de l'année N-2, du relevé de leurs

Mayenne Communauté
Séance du 12 Avril 2018

prestations familiales (MSA ou autres) du mois précédant la demande. Le quotient familial pourra ainsi être calculé.

ATTENTION : Les familles qui ne transmettent pas les informations demandées sur leur quotient ou qui ne fournissent pas les documents permettant de le calculer se verront appliquer le tarif au quotient le plus élevé.

Les modalités de calcul du quotient familial sont exposées comme suit :

Le quotient pris en compte sera celui du 1^{er} janvier de l'année en cours (année 2018), soit le quotient basé sur la déclaration de revenus de l'année N-2 (année 2016).

Exemple : Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018 la formule sera la suivante :

$$\frac{1/12^{\text{ème}} \text{ du revenu } 2016 (*) + \text{les prestations familiales du mois précédant le calcul}}{\text{le nombre de parts (**)}}$$

(*) Il s'agit des ressources nettes des personnes qui vivent au foyer sans les abattements fiscaux, les charges fiscalement déductibles et les indemnités de chômage et maladie.

(**) Le nombre de part correspond à :

		+ enfant (s) à charge				
Composition familiale	Parents isolés ou en couple	Pour le 1 ^{er} enfant	Pour le 2 ^{ème} enfant	Pour le 3 ^{ème} enfant	Pour le 4 ^{ème} enfant et au-delà	Par enfant handicapé
Nombre de parts	2	0.5	0.5	1	0.5	1

En cas de baisse de revenus importante sur l'année N-1, le quotient pourra être recalculé à la demande de la famille sur présentation des justificatifs. Le nouveau quotient sera appliqué le trimestre suivant la demande mais ne pourra être appliqué de manière rétroactive.

. Il est appliqué une réduction de 25 % aux élèves domiciliés hors Mayenne Communauté fréquentant l'Orchestre d'Harmonie ou l'Orchestre Symphonique sur les disciplines marquées d'un *.

. Les enfants et les adultes hors Mayenne Communauté ne bénéficient pas de cette tarification au Quotient. En revanche, une réduction de 25 % continuera d'être appliquée aux élèves domiciliés hors Mayenne Communauté fréquentant l'orchestre d'harmonie ou l'orchestre symphonique sur les disciplines marquées d'un *.

. Les nouveaux élèves disposeront de 2 séances d'essai en musique ou en danse. La facturation du droit d'inscription restera due pour tout désistement au-delà du 30 septembre ou au-delà des 2 séances d'essai pour une inscription en cours d'année.

. A compter de la deuxième année d'inscription, les familles s'engagent à prendre les cours qui, en conséquence, leurs seront facturés pour l'année complète même en cas de démission. Une dérogation pourra être toutefois accordée en cas de mutation professionnelle ou de maladie grave attestée par un

Mayenne Communauté
Séance du 12 Avril 2018

certificat médical.

. Différents moyens de paiement sont acceptés pour les règlements des factures du Conservatoire : tickets CAF, MSA, Chèques Vacances, coupons sports ANCV, chèques jeunes collégiens.

■ Studios Musiques Actuelles : tarifs 2018/2019

Les tarifs des studios Musiques Actuelles « La Boussole » sont proposés ainsi qu'il suit :

Tarifs STUDIOS Musiques Actuelles "LA BOUSSOLE"							
Tarif au mois pour un groupe		Tarif à l'année pour un groupe		Tarif à la carte pour un groupe		Enregistrement	
Répétition de 2 h à 3 h par semaine	Répétition de 4 h à 6 h par semaine	Répétition de 2 h à 3 h par semaine	Répétition de 4 h à 6 h par semaine	à l'heure	à la journée (9 h à 17 h en semaine)	accompagné de l'animateur	Ecoles CCPI, accompagné de l'animateur
20,00 €	30,00 €	150,00 €	200,00 €	3,00 €	20,00 €	100,00 €	60,00 €

Toute réservation doit être accompagnée du règlement. En d'absence de l'utilisateur sur un créneau horaire qui lui a été réservé, aucune déduction ou annulation ne pourra être accordée. Les modalités précises de réservation et d'utilisation des locaux sont définies dans le règlement intérieur validé par le Conseil Communautaire et joint en annexe.

M. LE SCORNET : un sujet important car je rappelle qu'on a un conservatoire et deux sites et que jusqu'à présent on avait deux tarifications très différentes. Il vous est proposé d'engager une simplification mais aussi progressivement une harmonisation des tarifs pour éviter une distorsion trop grande entre les enfants, élèves participant à Lassay et ceux inscrits à Mayenne. L'autre point important, c'est qu'il fallait pour mettre en place ces tarifs, éviter des augmentations qui soient insupportables, c'est pour ça que ce qui est proposé limite au maximum les hausses. En rappelant que ces hausses, si elles sont appliquées, elles s'intéressent aux catégories les « plus aisées » et que la mise en place du quotient familial est plus intéressant pour les familles notamment de Lassay qui vont voir des tarifs baissés.

M. le Président : je me permettais de rappeler les propos que m'a tenus notre collègue Jean-Paul COISNON quant à ces tarifs : *« peut-être qu'une partie de la population qui n'était obligatoirement réceptive à l'intercommunalité sur le territoire, allait apprécier que l'intercommunalité permette une baisse des tarifs »*. C'est ce que tu m'as dit.

M. COISNON : c'est vrai que c'est une appréhension lors de la fusion pour des parents pour leurs enfants de payer plus cher en venant à Mayenne. Mais le constat est là, ils vont payer moins cher et en restant à Lassay.

M. le Président : et avec un projet de modernisation en plus derrière. C'est important car dès le départ, on avait évoqué ces difficultés qui pouvaient sembler inquiétantes pour certains.

M. LE SCORNET : je rappelle que pour les tranches 1 et 2, il n'y a pas de changement. Et pour la tranche 3, il y aura une petite augmentation mais qui reste très très limitée globalement.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte les tarifs 2018/2019 du Conservatoire I. BELLOCQ pour les disciplines enseignées sur les deux sites (Mayenne et Lassay les Châteaux) ainsi que les tarifs des studios de Musique Actuelle « La Boussole » à compter du 1^{er} juillet 2018.

M. LE SCORNET expose :

En raison de la clôture du Contrat Régional (NCR) au 31 octobre 2018, qui finançait le poste de coordination à hauteur de 80 %, il convient de revoir la répartition des coûts du poste de coordination entre chacune des collectivités partenaires (Ernée, Bocage, Monts des Avaloirs) pour les mois de novembre et décembre 2018 (la convention prenant fin au 31 décembre 2018).

L'article 4 de la convention initiale prévoyait la répartition des charges financières incombant à chacune des collectivités partenaires au titre de la prise en charge des frais de coordination de Croq'les mots, marmot !

La contribution financière des co-maîtres d'ouvrage de l'opération est élaborée selon les principes suivants :

- une contribution annuelle de 29 000 € (organisation générale, programmation, communication et formation) avec un apport de 55 % de la somme par Mayenne communauté, les 45 % restants étant apportés par les trois autres EPCI au prorata de leur population. Cette contribution sera sollicitée par l'organisateur, Le Centre d'Action Culturelle le Kiosque, pour l'organisation des activités.
- une contribution complémentaire de 18 665,532 € correspondant à l'apport des 4 Communautés de communes (coordination, communication, formation) répartie au prorata du poids de population de chaque EPCI. Cette contribution sera sollicitée par Mayenne Communauté au titre de la prise en charge des frais de coordination.

La contribution financière des EPCI versées au Kiosque (Centre d'action culturelle du Pays de Mayenne) et à Mayenne Communauté pour l'année 2018 s'établit donc comme suit :

Dépenses	Montant de la participation totale	Mayenne Communauté	Communauté de Communes de l'Ernée	Communauté de Communes du Bocage Mayennais	Communauté de Communes du Mont des Avaloirs	
	Nombre d'habitants	37238	20916	19429	16666	94309
Article 4 convention	Prorata 4 EPCI	39,49%	22,18%	20,67%	17,67%	100,00%
Janvier 18 - fin oct 18 (20% poste EPCI / 80% NCR)	6 698,67 €	2 644,98 €	1 485,64 €	1 384,28 €	1 183,77 €	
nov+ déc 18 (100% poste EPCI)	7 518,86 €	2 968,83 €	1 667,54 €	1 553,78 €	1 328,71 €	
Charges indirectes	4 448,00 €	1 756,30 €	986,48 €	919,18 €	786,04 €	
Total Mayenne Communauté (Coordination + charges indirectes)	18 665,53 €	7 370,10 €	4 139,67 €	3 857,24 €	3 298,52 €	
Le Kiosque - projet	29 000,00 €	15 950,00 €	4 782,71 €	4 456,40 €	3 810,89 €	
Article 4 convention - 55% MC + prorata nbre hab pour autres EPCI	55% MC + prorata autres EPCI	55,00%	30,65%	24,15%	29,20%	57071
Total Général	47 665,53 €	23 320,10 €	8 922,38 €	8 313,64 €	7 109,41 €	

M. LE SCORNET : je voulais dire en préambule, que pour avoir rencontré les différents Présidents, Vice-Présidents en charge de la culture sur ces différentes comcom, ce qui est plutôt intéressant de constater c'est qu'il y a une volonté partagée de soutenir encore cette manifestation. C'était du coup, puisqu'il n'y a plus l'argent de la région, l'occasion de se retirer du dispositif et on constate au contraire et forte heureusement une belle unanimité pour soutenir cet événement et en cela c'est un élément important extrêmement positif.

Ce qu'il faut retenir surtout, c'est une volonté partagée par les autres comcom de suivre et d'accompagner encore cette manifestation sur le territoire.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide cette proposition d'avenant à la convention
- et autorise M. le Président à signer l'avenant et toute pièce afférente.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h56.

Vu, le Secrétaire,
M. SONNET



Vu, le Président
Michel ANGOT



